



Rapport annuel 2012

CIDSE 
together for global justice
ensemble pour un monde de justice
juntos en pro de la justicia global

La CIDSE – ensemble pour un monde de justice

La CIDSE est une alliance internationale d'agences de développement catholiques. Nos 17 membres d'Europe et d'Amérique du Nord s'efforcent d'éradiquer la pauvreté et d'instaurer la justice dans le monde selon une stratégie qui leur est commune.

Domaines d'activités:

- Travail de plaidoyer dans le domaine des ressources allouées au développement; de la justice climatique; de l'alimentation et de l'agriculture durable; des entreprises et des droits humains. Les questions de développement durable, de gouvernance mondiale et d'égalité des sexes sont abordées de manière transversale dans tous les domaines précités.
- Initiatives et stratégies communes en matière de coopération au développement, l'accent étant mis sur la coordination afin de renforcer l'impact des programmes et l'action de plaidoyer de nos partenaires du Sud.

En tant qu'alliance internationale, la communication ainsi que la mutualisation des connaissances et des acquis sont essentielles à notre action.

Le travail de la CIDSE est facilité par un secrétariat situé à Bruxelles (Belgique).

Table des matières

Avant-propos du Président	3
Un regard neuf sur le monde	4
Rio+20 ne sera pas un tournant	5
Une nouvelle ère dans la lutte contre la faim?	6
Les laissés pour compte des changements climatiques	7
Pour un secteur financier fondé sur des valeurs	8
Demander des comptes aux entreprises	9
Pas de paix viable sans respect du droit international	10
Comment apporter le changement	11
Et maintenant, quelle voie emprunter?	12
Principales publications	13
Organisations membres	14
Structure et personnel en 2013	15

Publié en avril 2013

Par CIDSE, Rue Stévin 16, B-1000 Bruxelles, Belgique
Rédacteur en chef Bernd Nilles
Rédacteur Markus Drake
Photo de couverture © Yves Faes-Dupont
Conception et mise en page Fuel, Bruxelles, www.fueldesign.be

Imprimé sur papier 100% recyclé, fabriqué sans blanchiment chimique ni optique.

CIDSE's annual report 2012 is also available in English.

El informe anual 2012 de la CIDSE también está disponible en español.



facebook.com/cidse



flickr.com/cidse



twitter.com/cidse



youtube.com/cidseonline

Avant-propos du Président



Nous savons que lorsque les crises alimentaire, climatique et économique se répètent et mettent en péril la dignité humaine de millions de personnes, il ne suffit plus de panser les plaies des catastrophes pour préserver l'avenir de l'humanité et de la planète. En 2009, conscients des limites des concepts traditionnels de l'aide et de la coopération au développement, nous avons élaboré un Cadre stratégique 2010–2015 qui doit nous permettre d'attaquer les causes profondes de la pauvreté et des inégalités.

La CIDSE et d'autres organisations confessionnelles ont été parmi les premières à reconnaître que l'avènement d'un monde de justice passait par une redéfinition des styles de vie accordant plus de place à la communauté et à la solidarité. Pour ce faire, les agences catholiques de développement d'Europe et d'Amérique du Nord que nous sommes plaident pour des changements politiques concrets, à la lumière de la doctrine sociale de l'Église et des efforts déployés par nos partenaires qui agissent au cœur des communautés locales des pays en développement. Pour que nos revendications politiques conduisent à des changements qui façonnent un monde plus équitable et plus durable, nous devons recouper davantage nos axes thématiques, agir en concertation avec les experts et bénéficier des savoirs des économies émergentes et de celles en développement.

En 2012, la Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20) a marqué le 20^{ème} anniversaire du premier Sommet sur la Terre, tenu à Rio en 1992. Aux côtés de dirigeants de l'Église et de partenaires de la société civile, nous avons travaillé d'arrache-pied afin de créer un espace où les dirigeants du monde pourraient débattre des parcours que pourrait emprunter un modèle de développement plus durable. Ce n'est pas faute d'énergie, mais Rio n'a malheureusement débouché sur aucune politique ambitieuse. Le Sommet de Rio+20 se situait à mi-parcours de notre Cadre stratégique. Son piètre bilan est comme une piqûre de rappel de l'immense tâche qui nous attend. Il y aura aussi eu quelques évolutions positives en 2012, que nous saluons et dont nous nous félicitons.

C'est en effet l'an passé que les États-Unis ont progressé dans la mise en application d'une nouvelle loi visant à accroître la transparence dans les opérations financières des sociétés multinationales. Grâce à cette loi, les communautés locales des pays en développement seront mieux informées de l'utilisation des ressources naturelles de leur pays. Cette nouvelle législation américaine et les règles en matière de rapports qu'elle impose aux entreprises ont largement conforté l'Union européenne dans son désir de se doter d'une législation analogue sur les rapports par pays et par projet. L'énergie affichée par l'Union a, inversement, mis la pression sur les États-Unis pour qu'ils résistent à la tentation d'assouplir leur législation. Par ailleurs, la Commission européenne a donné à 11 États membres le feu vert pour introduire une taxe minimale sur les transactions financières, susceptible de réduire la spéculation malsaine et de rassembler des fonds pour lutter contre la pauvreté et les changements climatiques. Dans les deux cas, le réseau CIDSE s'est efforcé de faire entendre les préoccupations et la voix des populations les plus pauvres de la planète afin de convaincre les décideurs de réaliser ce qui est juste et urgent d'accomplir.

En octobre de l'année dernière, le comité de l'ONU sur la sécurité alimentaire mondiale a adopté un nouveau cadre mondial destiné à coordonner et à assurer la cohérence entre les prises de décisions globales se rapportant aux questions agricoles et alimentaires. La CIDSE a été une cheville ouvrière de la coordination des apports de la société civile à ces négociations.

L'année qui vient s'accompagnera de nouveaux défis pour les membres de la CIDSE: la définition d'un nouvel ensemble d'objectifs de développement durable (ODD) et le débat sur le cadre de développement qui succédera aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) après 2015.

Les lueurs d'espoir de l'an passé, quoique peu nombreuses, doivent nous conforter dans l'idée que nous pouvons transformer le monde, faire passer l'être humain avant le profit et l'avenir de l'humanité et de notre planète avant les intérêts à court terme. C'est la force de cette conviction qui guidera nos efforts pour un monde de justice en 2013.

Chris Bain
Président de la CIDSE
Directeur de CAFOD (Angleterre et pays de Galles)

Un regard neuf sur le monde

Pour la CIDSE, la transition vers un monde équitable et durable suppose une profonde modification des modèles économiques et sociaux dominants. Pour y parvenir, notre réseau entend faire prendre conscience qu'il existe des alternatives, effectuer des choix politiques et faire monter la pression de l'opinion publique sur les décideurs.

La préparation d'un nouvel ensemble d'objectifs de développement durable (ODD) a débuté en 2012, tandis que les débats se sont intensifiés autour du nouveau cadre de développement qui remplacera les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) après 2015.

L'éradication de la pauvreté, la durabilité environnementale et la répartition équitable des ressources naturelles sont autant d'enjeux corrélés. Pour éviter les risques de duplication, la CIDSE propose de faire converger à l'avenir la piste des ODD et celle de l'après-OMD vers un seul cadre.

Pour réussir, il faudra tenir compte des failles des OMD et voir dans quelle mesure ce processus associe les femmes et les hommes en situation de pauvreté, confrontés à la dégradation de l'environnement. L'idée de créer un nouveau cadre de développement universel, applicable à tous les pays - tout en tenant compte de la diversité des réalités, capacités et niveaux de développement nationaux - permet du même coup de s'atteler aux schémas de production et de consommation non durables des pays industrialisés.



Développement durable

Le «développement durable» est au cœur de toute notre action et de tous les axes thématiques dans lesquels s'engage la CIDSE. C'est le prisme au travers duquel nous nous efforçons de combattre les causes profondes de la pauvreté et des inégalités.

Janvier

Comité Directeur

Les Évêques accompagnateurs viennent avec le Directeur de leur agence pour leur rencontre triennale. Le Cardinal Turkson, Président du Conseil pontifical pour la justice et la paix, parle de la construction d'une nouvelle vision pour l'avenir en ces temps de crises mondiales et appelle à l'introduction d'une taxe sur les transactions financières (TTF). Le Comité Directeur accueille Mgr Lalanne, le nouvel Assistant ecclésiastique de la CIDSE et élit Angelo Simonazzi, Directeur d'Entraide et Fraternité au Comité exécutif.



Anniversaires

La Cathédrale de Westminster accueille 1400 sympathisants et volontaires de toute l'Angleterre et du pays de Galles pour marquer le coup d'envoi des célébrations du 50^{ème} anniversaire de CAFOD. En cours d'année, un autre membre de la CIDSE, FOCSIV (Italie), célèbre son 40^{ème} anniversaire.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31



Campagne Beyond 2015

CAFOD et la CIDSE sont choisis pour occuper un siège commun au Comité exécutif de la campagne internationale Beyond 2015 sur le cadre de développement de l'après-2015.



En route pour Rio

La CIDSE entame la préparation du Sommet des Peuples et de la Conférence Rio+20. Une délégation de la CIDSE assiste au Forum social thématique de Porto Alegre et échange des idées de collaboration avec les partenaires.

Rio+20 ne sera pas un tournant

La Conférence de Rio+20 sur le développement durable (20-22 juin) n'a accouché d'aucune mesure concrète pour résoudre les graves crises climatique, alimentaire et financière actuelles, mais elle a remis le débat sur la nécessité d'un monde plus juste et plus durable à l'agenda politique.

À Rio de Janeiro, une délégation de la CIDSE formée de dirigeants de l'Eglise catholique des quatre coins du monde a rencontré plusieurs gouvernements et les a exhortés à se préoccuper des pauvres et à tracer une nouvelle voie économique profitable aux personnes et à la planète. Dans une déclaration commune publiée en prélude au sommet, des dirigeants ecclésiastiques et de la société civile avaient appelé les gouvernements à faire preuve de leadership politique pour regagner le contrôle de l'avenir de la famille humaine.

Malgré l'absence de mesures concrètes, Rio+20 a donné le coup d'envoi d'un processus d'identification d'objectifs de développement durable (cf. page 4) qui donnera largement l'occasion d'introduire certaines des immenses réformes nécessaires à la création d'un monde plus juste et plus équitable.

La CIDSE, qui entend bien être à l'avant-plan de ces discussions et faire connaître sa vision prophétique du développement humain et durable, a organisé plusieurs manifestations en marge de la conférence de l'ONU ainsi que dans le cadre du Sommet des Peuples.



Délégués de la CIDSE avec Kwadwo Oteng Agyei, Ministre de l'Environnement, des Sciences et des Technologies du Ghana



Février

Agriculture et changements climatiques

Les groupes de travail alimentation et justice climatique de la CIDSE se retrouvent à Aix-la-Chapelle pour programmer des travaux communs sur l'agriculture et les changements climatiques.



Droits fonciers en Haïti

En février et mars, la CIDSE organise deux séminaires avec des partenaires sur la question des droits fonciers en Haïti.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29



Cohérence des politiques de l'UE

La CIDSE rencontre Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et Elmar Brok, Président de la commission des affaires étrangères du Parlement européen, pour parler des questions de développement liées aux relations extérieures et de la cohérence des politiques au service du développement.

La CIDSE et la famille Caritas

Le Président et le Secrétaire général de la CIDSE rencontrent leurs homologues de Caritas Internationalis (CI) et de Caritas Europa pour parler de collaborations croisées. Plus tard dans l'année, la CIDSE assiste à la réunion du Conseil exécutif de CI.



Une nouvelle ère dans la lutte contre la faim?

En 2012, la CIDSE a fait partie des quatre organisations du groupe de la société civile qui fait le lien avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations unies en vue de préparer le cadre stratégique mondial.

Ce document historique, adopté par les États membres en octobre, s'inscrit dans une optique mondiale de conseil, de coordination et de cohérence dans les politiques alimentaires et nutritionnelles. Le cadre conforte par ailleurs le CSA comme l'instance la plus légitime et la plus inclusive pour les politiques alimentaires et nutritionnelles globales.

La CIDSE a également publié un rapport dans lequel elle exhorte les décideurs à aligner les politiques de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) sur le CSA afin d'assurer la coordination et la cohérence autour des questions d'alimentation et de climat. Lors d'un événement en marge du CSA avec le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter, nous avons discuté de la nécessité de réduire les émissions du monde agricole et de mettre en place des systèmes alimentaires plus durables.

En 2013, la CIDSE poursuivra ses travaux sur la gouvernance cohérente de l'alimentation, et s'emploiera à ce que le CSA reconnaisse la souveraineté alimentaire de manière à renforcer la voix des peuples et à leur donner voix au chapitre dans les processus politiques. La CIDSE s'intéressera aussi aux effets des investissements agricoles sur la sécurité alimentaire et au rôle du secteur privé.



Alimentation et agriculture durable

Nous essayons de faire en sorte que les changements apportés aux politiques agricoles et de développement rural réduisent la pauvreté et les inégalités, et en fassent des instruments efficaces au service de la sécurité alimentaire pour tous.

Mars

La CIDSE rencontre Herman van Rompuy

Herman van Rompuy, Président du Conseil de l'Union européenne, reçoit la CIDSE et son membre flamand Broederlijk Delen afin de discuter des effets négatifs des industries extractives sur les communautés locales d'Amérique latine.



Justice globale et économie verte

En partenariat avec le Comité économique et social européen, la CIDSE, l'ANPED, le BEE et CEEweb co-organisent une conférence de haut niveau sur Rio+20 avec une attention particulière pour les ressources naturelles.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

Agriculture en Asie et dans la région du Pacifique

La CIDSE assiste à la conférence régionale de la FAO à Hanoï et, avant celle-ci, prend part aux débats de la société civile sur le cadre stratégique mondial.



Accords commerciaux UE-Amérique latine

Avec d'autres réseaux européens, la CIDSE co-organise au Parlement européen une audition sur les ressources naturelles et les accords commerciaux en Amérique latine.

Les laissés pour compte des changements climatiques

Lors du cycle 2012 des négociations de la CCNUCC sur le climat à Doha (Qatar), les pays développés n'ont pas affiché de volonté politique suffisante pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) ou mobiliser les sommes nécessaires au soutien des principales victimes des changements climatiques.

Plusieurs rapports faisant autorité ont tiré la sonnette d'alarme avant la conférence, et le typhon Bopha a frappé les Philippines durant les négociations de Doha. Mais rien n'y a fait: les gouvernements ont choisi un autre cap que celui d'un monde plus sûr et plus équitable, et se sont limités au strict minimum pour rester sur la trajectoire d'un nouvel accord mondial sur le climat d'ici 2015.

La CIDSE a exhorté les gouvernements à tenir leurs promesses envers les populations les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète, qui connaissent déjà les effets désastreux des changements climatiques. Loin de tenir leurs engagements, les pourparlers sur la finance climatique ont été particulièrement décevants: l'argent mis sur la table par quelques pays développés est loin d'atteindre les sommes nécessaires pour combler les besoins existants et répondre aux engagements déjà pris. Par ailleurs, trop peu d'attention politique a été accordée aux débats sur l'agriculture, malgré ses liens avec les changements climatiques, laissant la plupart des dossiers en l'état, sans solution.

En 2013, la CIDSE continuera de militer pour un accord international ambitieux et pour que les voix des plus vulnérables soient entendues.



Justice climatique

Nous plaidons pour des politiques efficaces et équitables qui réduisent substantiellement les niveaux d'émissions de gaz à effet de serre et qui aident les pays en développement à s'adapter aux effets des changements climatiques et à suivre des trajectoires de développement durables.

Avril



Changements au sein des organisations membres de la CIDSE

Pirmin Spiegel remplace Josef Sayer au poste de directeur de Misereor. En cours d'année, FOCESIV voit Attilio Ascani succéder à Sergio Marelli tandis que Soledad Suárez Miguélez prend le relai de Myriam García Abrisqueta à Manos Unidas, et Patricia Chale succède à Paul Chitnis à SCIAF.



Discussion au Bénin sur les changements climatiques

La CIDSE intervient lors d'un séminaire sur le climat, l'agriculture et l'énergie organisé au Bénin par l'ONG française Réseau Action Climat.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30

Nouveau site web

Tirant parti des dernières technologies de l'Internet, la CIDSE inaugure un nouvel espace en ligne où représentants des organisations partenaires du Sud, agences membres et secrétariat de Bruxelles peuvent confronter leurs points de vue sur les dernières évolutions politiques et les problèmes concrets rencontrés sur le terrain.



Les Évêques catholiques souhaitent plus de transparence de la part des entreprises

De passage à Bruxelles, Mgr Joseph Banga, signataire de l'appel des Évêques catholiques soutenu par la CIDSE, explique pourquoi une législation européenne imposant aux industries extractives de fournir des rapports par pays est absolument nécessaire pour lutter contre la corruption et la fraude fiscale.



Pour un secteur financier fondé sur des valeurs

En 2012, la CIDSE a poursuivi ses efforts afin que les ressources allouées au développement le soient en fonction de critères fondés sur des valeurs, avec des résultats encourageants en ce qui concerne la taxe sur les transactions financières (TTF).

En novembre, la Commission européenne a donné le feu vert à 11 États membres qui souhaitent introduire cette taxe, à même de stabiliser les marchés financiers et de lever les sommes importantes nécessaires à la lutte contre la pauvreté et les changements climatiques.

La CIDSE s'est réjoui du fait que l'UE ne veuille plus rester l'otage des intérêts du secteur financier et a demandé aux décideurs de veiller à ce que les recettes issues de la TTF servent à construire un avenir meilleur pour les personnes en situation de pauvreté ou victimes des changements climatiques.

Fin 2012, la CIDSE a publié un document qui rattache ses travaux sur la réglementation financière internationale aux valeurs de la doctrine sociale de l'Église. Prises sous cet angle, les réformes doivent être mesurées à l'aune des effets positifs qu'elles peuvent avoir sur les populations et les communautés au sens large. Nous pensons qu'une approche de la finance sans fondement de valeur n'engendre que des gains illusoire et éphémères.

En 2013, la CIDSE continuera de militer pour la justice fiscale, la régulation du secteur financier et la réorientation de l'ensemble de l'économie au profit du développement durable.



Ressources allouées au développement

Nous exhortons les gouvernements à honorer leurs promesses financières et faisons pression en faveur de mesures innovantes pour compléter les engagements existants afin de lutter contre la pauvreté et les changements climatiques. Nous nous employons également à accroître les ressources mises à disposition des pays pour investir dans la réduction de la pauvreté et dans les dépenses sociales au travers d'une réglementation financière adéquate.

Mai

UE et société civile

Lors du Forum de développement Nord-Sud de la CIDSE, des membres et des partenaires discutent de l'évolution du contexte de la coopération au développement de l'UE avec des fonctionnaires européens, en prévision du budget 2014-20 de l'UE et de la prochaine communication de la Commission sur les organisations de la société civile dans le développement.



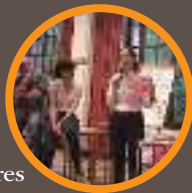
Réunions à Rome

Comme chaque année, le Comité exécutif de la CIDSE se rend à Rome pour y rencontrer des représentants du Saint-Siège et de Caritas Internationalis. Antonio Hautle, Directeur de Fastenopfer, est élu Vice-président de la CIDSE.



Mutualisation des connaissances et apprentissage

À l'invitation du CCFD-Terre Solidaire, le personnel en charge de l'éducation au développement, des campagnes et des collectes de fonds des organisations membres de la CIDSE se retrouve à Paris pour parler de l'utilisation des réseaux sociaux à des fins de collecte de fonds et d'éducation au développement, ainsi que des possibilités de collaboration pour des actions de campagne.



Débat sur le développement durable

La CIDSE, Misereor et la Fondation Konrad Adenauer organisent un débat au cours duquel trois experts venus d'Inde, du Pérou et d'Afrique du Sud partagent leur expérience avec des fonctionnaires de l'UE et des représentants d'entreprises.



Demander des comptes aux entreprises

En 2012, la CIDSE a participé à un nouveau rapport qui esquisse divers instruments et options dont les États pourraient se servir pour demander aux entreprises de faire œuvre de diligence raisonnable afin de prévenir les atteintes aux droits de l'homme. La CIDSE a également appelé l'UE à imposer des règles de transparence plus strictes aux entreprises.

La CIDSE a organisé la consultation régionale latino-américaine (Lima, octobre 2012) du projet «Diligence raisonnable en matière de droits de l'homme», avec l'aide d'organisations partenaires qui travaillent aux côtés de communautés et de peuples indigènes victimes d'atteintes à leurs droits et de la criminalisation de la contestation sociale dans le cadre des industries extractives. Le rapport final de ce projet dirigé par ICAR (International Corporate Accountability Roundtable) et ECCJ (European Coalition for Corporate Justice) donne un aperçu complet des instruments et des options qui s'offrent aux États pour exiger et inciter les entreprises à prendre des mesures de prévention des atteintes aux droits de l'homme, par l'entremise de la diligence raisonnable. Ce rapport a été présenté au mois de décembre, lors d'une manifestation en marge du premier Forum de l'ONU sur les entreprises et les droits de l'homme, auquel a pris part une délégation de la CIDSE formée de collaborateurs de son secrétariat et de représentants de ses organisations membres et partenaires.

Avec la coalition «Publiez ce que vous payez !» et d'autres ONG, la CIDSE a entrepris diverses actions de plaidoyer, sous la forme notamment d'une déclaration d'Évêques du Nord et du Sud, appelant l'UE à marquer l'histoire en votant des lois européennes imposant la transparence aux sociétés pétrolières, gazières, minières et forestières.



Entreprises et droits de l'homme

Nous nous efforçons de combler les lacunes dans les normes existantes, y compris par le biais de la régulation, et d'apporter des solutions aux communautés victimes des activités de certaines entreprises.

Juin



Criminalisation de la contestation sociale

Avec d'autres organisations et réseaux internationaux, la CIDSE publie une évaluation de la criminalisation des défenseurs des droits de l'homme en Amérique latine. Plus tôt, au mois d'avril, la CIDSE avait co-organisé une journée d'étude sur la question, avec la présentation d'études de cas de Colombie, d'Équateur, du Guatemala et du Pérou.



Sommet des peuples

La CIDSE co-organise un atelier sur les nouveaux paradigmes de développement ainsi que deux autres manifestations: l'une sur l'avenir de la gouvernance alimentaire, l'autre sur l'agriculture intelligente face au climat.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30

Conférence Rio+20

La CIDSE soumet ses recommandations à la Conférence des Nations unies sur le développement durable et coordonne une déclaration commune de dirigeants d'Église et de la société civile. La CIDSE co-organise également une manifestation officielle sur l'agroécologie en marge de Rio+20, et prend part à diverses activités dont une messe à la Cathédrale de Rio.



Réunion de mi-année de la CIDSE en Italie

Les Directeurs des organisations membres de la CIDSE se réunissent à Pérouse à l'occasion du 40^{ème} anniversaire de FOCSIV.



Pas de paix viable sans respect du droit international

En 2012, la CIDSE a exhorté l'UE et ses États membres à user de leur influence pour mettre un terme au bouclage de Gaza, de même qu'aux démolitions, aux déplacements et à la poursuite des implantations juives en Cisjordanie.

Les implantations israéliennes en Cisjordanie ont connu un nouveau coup d'accélérateur l'an dernier et ont été accompagnées par la démolition de maisons et le déplacement de populations palestiniennes occupées. Ces actions sont contraires au droit humanitaire international (DHI), inversent le cours du développement et hypothèquent l'avenir d'un État palestinien viable aux côtés d'Israël. Pour tenter de soutenir la cause palestinienne, la communauté internationale, par un vote, a conféré à la Palestine le statut d'État observateur aux Nations unies.

L'UE a fait des promesses et publié des déclarations fortes et sans précédent, mais lors du sommet UE-Israël, l'Etat d'Israël s'est vu offrir de nouveaux accès aux marchés européens et à la coopération avec l'UE. La CIDSE appelle vigoureusement l'UE à suivre une politique cohérente qui conditionne toute amélioration dans ses relations avec Israël au respect du droit international.

En novembre, les hostilités ont repris de plus belle entre Israël et Gaza, avec le bouclage illégal d'une population à Gaza qui se remet encore de la guerre de 2008-2009. Avec APRODEV et Pax Christi International, la CIDSE a conjuré l'UE de s'employer à la mise en place d'un cessez-le-feu et à s'attaquer aux causes de la violence en promouvant le respect du DHI pour tous, notamment par la fin du bouclage de Gaza.



© Joe Carillet

Palestine et Israël

Les membres de la CIDSE et leurs partenaires en Israël et dans les territoires palestiniens occupés travaillent de concert à la réduction de la pauvreté et à la construction de la paix via des programmes humanitaires et de développement.

Septembre



Pourparlers sur le climat à Bangkok

La CIDSE participe aux négociations sur le climat à Bangkok en vue du Sommet de l'ONU prévu à Doha, au Qatar, en novembre.



Après les Objectifs du Millénaire pour le développement

La CIDSE fait part de ses recommandations sur ce à quoi devrait ressembler un cadre de développement juste et participatif après 2015 dans une réponse à la consultation publique organisée par la Commission européenne et lors de diverses rencontres avec des fonctionnaires de la CE dont le Commissaire Piebalgs.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30

Violence faite aux femmes

La CIDSE rencontre le Rapporteur spécial des Nations unies Rashida Manjoo lors d'une réunion sur la violence faite aux femmes organisée par la Fondation Heinrich Böll.



UE et gouvernance alimentaire

En prévision de la réunion annuelle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations unies, la CIDSE a un échange de vues sur la gouvernance alimentaire et les investissements agricoles avec la DG agriculture et développement rural de la Commission européenne.



Comment apporter le changement

L'an passé, les organisations membres de la CIDSE se sont intéressées aux schémas de changement dans la coopération au développement et à la façon dont elles pouvaient y participer pour bâtir un monde plus juste et plus équitable.

À l'initiative des Responsables de programme de la CIDSE, les agences ont échangé leurs points de vue et leurs expériences sur les outils d'évaluation d'impact des programmes. C'est ainsi qu'est né le document de discussion «Comment apporter le changement», qui montre de quelle manière nous pouvons, avec nos partenaires, contribuer à une évolution positive et à une transformation sociale. Ce document explique que nous devons être en cohérence avec notre vision lorsque nous déterminons l'impact de notre action. Cette vision n'est pas forcément compatible avec les schémas de développement actuels ni avec l'agenda officiel de l'efficacité de l'aide. L'évaluation d'impact de l'action menée par nos organisations membres à travers le monde continuera d'alimenter les discussions stratégiques de notre réseau au cours des mois à venir.

Nous entendons par ailleurs étendre et approfondir la collaboration entre nos membres dans la sphère des programmes de coopération au développement. Sur notre nouveau site web, nous avons mis en place une carte interactive montrant où ils opèrent à travers le monde, de manière à promouvoir la coordination entre eux et à soutenir une collaboration plus cohérente avec nos organisations partenaires dans les pays en développement.

Au travers d'une analyse et d'une révision régulières de l'efficacité et de l'impact de notre démarche, nous nous efforçons d'améliorer l'existence des personnes en situation de pauvreté dans les pays en développement.



Octobre



Diligence raisonnable en matière de droits de l'homme

Suite à l'adoption des Principes directeurs sur les entreprises et les droits de l'homme par les Nations unies, la CIDSE co-organise un séminaire sur la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme pour ses partenaires latino-américains au Pérou, dans le cadre du projet de recherche mené par ICAR et ECCJ.



Agriculture: du problème à la solution

En prélude à la réunion annuelle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations unies, la CIDSE publie un nouveau document dans lequel elle formule des recommandations à l'intention du CSA et de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) visant à garantir le droit à l'alimentation dans un monde de contraintes climatiques.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

Législation européenne relative à la transparence des entreprises

Une délégation de la CIDSE conduite par Mgr Alois Joust, Évêque de Liège, discute des directives comptables et de transparence de l'UE avec le député européen Elmar Brok et des représentants de la Représentation permanente de l'Allemagne auprès de l'UE.



Journées européennes du développement 2012 (Bruxelles)

Une partenaire indonésienne, Rahmawati Retno Winarni, relate son expérience des effets négatifs de la production d'huile de palme à l'occasion d'un panel de haut niveau sur les biocarburants co-organisé par la CIDSE. Par ailleurs, la CIDSE co-organise un débat sur le droit à l'alimentation dans l'optique du cadre de développement de l'après-2015 avec Justin Kilcullen (Trócaire) comme intervenant.

Et maintenant, quelle voie emprunter ?

La CIDSE débat régulièrement de l'avenir de la coopération au développement de l'UE avec ses partenaires du Sud et les institutions européennes. L'édition 2012 de notre Forum de développement Nord-Sud (Bruxelles, mai 2012) était placée sous le signe de cette question opportune: «L'UE et la société civile: et maintenant, quelle voie emprunter?»

Les mesures d'austérité prises par les États membres de l'UE risquent de se traduire par des coupes dans les budgets de développement. Les économies émergentes gagnent en confiance tandis que la pauvreté et les inégalités persistent dans les pays à revenu intermédiaire. De nouveaux acteurs, parmi lesquels les entreprises sociales, donnent un nouveau visage à la coopération, tandis que les organisations de la société civile (OSC) deviennent de plus en plus des agents de changement, que ce soit au travers de leurs prestations de services et de leur mise en capacité d'exiger des comptes, ou au travers de l'influence qu'elles exercent sur les politiques.

Les nouveaux instruments de financement de l'UE auront une incidence sur les OSC des pays en développement et sur la façon dont les membres de la CIDSE travaillent avec celles-ci. Le Forum était par conséquent l'occasion de passer en revue et de discuter des mécanismes de coopération afin de renforcer les partenariats au sein de la famille CIDSE et avec les institutions européennes. Il a mis en lumière l'évolution complexe des rapports de force entre États, parlements, autorités locales, secteur privé et société civile dans la sphère de la coopération au développement. L'UE appréhende manifestement la société civile d'une manière plus politique, en tenant compte de la façon dont celle-ci peut contribuer à la réalisation des objectifs de gouvernance et de redevabilité. Il reste à voir comment l'UE va traduire ses intentions en actions concrètes et positives sur le terrain, et le rôle que notre réseau peut jouer à cet égard.



Panel d'intervenants au débat de la CIDSE, 8 mai 2012.

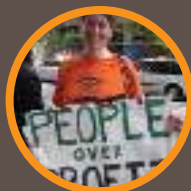
▶▶ Connectez-vous à la CIDSE
Regardez nos vidéos sur youtube.com/cidseonline



Novembre

Une approche de la régulation financière fondée sur des valeurs

Dans un nouveau document rédigé par Aldo Caliarì (Center of Concern), la CIDSE plaide pour une nouvelle approche de la régulation financière qui se fonde sur des valeurs et qui s'y réfère pour évaluer l'avancement des réformes.



Coopération au niveau programmes

Les Responsables de programme de la CIDSE se réunissent à Oxford et participent au séminaire «Aid withdrawal, partnership and CSO sustainability in a time of global economic change» organisé par INTRAC.



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30

Feu vert pour la taxe sur les transactions financières

La CIDSE se réjouit de la décision prise par la Commission européenne de donner son feu vert à 11 États membres qui souhaitent appliquer une taxe sur les transactions financières (TTF). La CE montre ainsi que l'UE n'a nullement l'intention d'être l'otage des intérêts du secteur financier.



Des civils en danger à Gaza et dans le sud d'Israël

La CIDSE, Aprodev et Pax Christi International appellent l'UE et ses États membres à user de leur influence pour établir un cessez-le-feu à Gaza et dans le sud d'Israël, où l'escalade de la violence met une fois de plus la vie de civils en danger. Le 29 novembre, un vote à l'Assemblée générale des Nations unies accorde à la Palestine le statut d'État observateur non-membre.

2012

Principales publications

Depuis longtemps, la CIDSE publie des documents, des rapports et des déclarations politiques qu'apprécient aussi bien les décideurs, les stratèges politiques et les journalistes que celles et ceux qui font partie du réseau CIDSE ou de la sphère du développement. Ci-après, quelques-uns des principaux documents publiés en 2012:



Agriculture: du problème à la solution – garantir le droit à l'alimentation dans un monde de contraintes climatiques
Principes directeurs et recommandations



Changeons pour l'avenir que nous voulons
Recommandations de la CIDSE à la Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20)



L'UE et la société civile: Et maintenant quelle voie emprunter? - Forum de développement Nord-Sud de la CIDSE
Rapport de la conférence

Voyez le site www.cidse.org pour un aperçu complet des documents publiés en 2012, y compris les déclarations, recommandations et brochures.

Décembre



Entreprises et droits de l'homme
Une délégation de la CIDSE assiste à la première réunion annuelle du Forum des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'homme à Genève lors de laquelle le rapport du projet «Diligence raisonnable en matière de droits de l'homme» est rendu public. La CIDSE a soutenu ce projet mené par ECCJ et ICAR en organisant une consultation régionale en Amérique latine en octobre.



Défense des droits de l'homme en Amérique latine
En 2012, la CIDSE dénonce à plusieurs reprises les atteintes aux droits de l'homme dont ont été victimes des organisations partenaires travaillant sur les industries extractives au Guatemala, au Honduras et au Pérou.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31



Garder foi en la justice climatique
La CIDSE co-organise un atelier sur le climat et l'agriculture en marge du Sommet de l'ONU sur le climat à Doha. Elle rencontre divers représentants officiels, dont le Ministre écossais Weelhouse. Dans une série de brèves interviews vidéo, des membres et des partenaires de la CIDSE expliquent pourquoi il faut garder foi dans les pourparlers internationaux sur le climat si l'on veut obtenir la justice climatique.



Espace de la société civile
Un groupe d'organisations membres de la CIDSE se réunit pour voir comment promouvoir les conditions propices à un fonctionnement libre de la société civile et étudier les possibilités d'une action commune sur cette question au niveau du réseau CIDSE.

Organisations membres

La CIDSE est une association internationale sans but lucratif (A.I.S.B.L.) de droit belge, formée de 17 organisations membres.

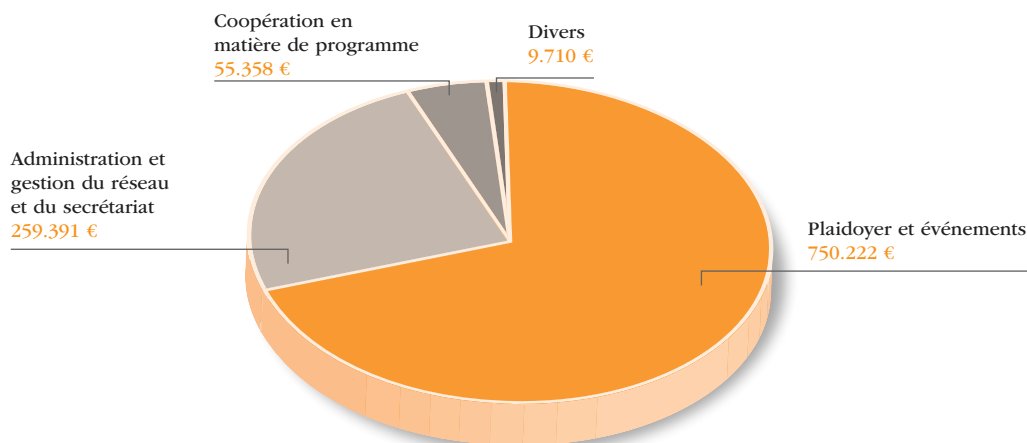
Membres

Broederlijk Delen (Belgique)	www.broederlijkdelen.be
CAFOD (Angleterre et pays de Galles)	www.cafod.org.uk
CCFD-Terre Solidaire (France)	www.ccfid-terresolidaire.org
Center of Concern (États-Unis)	www.coc.org
Cordaid (Pays-Bas)	www.cordaid.nl
Développement et Paix (Canada)	www.dev.org
Entraide et Fraternité (Belgique)	www.entraide.be
eRko (Slovaquie)	www.erko.sk
Fastenopfer /Carême de Partage (Suisse)	www.fastenopfer.ch
FOCSIV – Volontari nel Mondo (Italie)	www.focsiv.it
FEC (Portugal)	www.fecong.net
Fondation Bridderlech Deelen (Luxembourg)	www.cathol.lu
KOO (Autriche)	www.koo.at
Manos Unidas (Espagne)	www.manosunidas.org
MISEREOR (Allemagne)	www.misereor.de
SCIAF (Écosse)	www.sciaf.org.uk
Trócaire (Irlande)	www.trocaire.org

Finances

La CIDSE fonctionne uniquement grâce aux cotisations de ses membres. Elle n'a aucune autre source de financement de ses projets. Les comptes de la CIDSE sont vérifiés chaque année par un auditeur externe.

Dépenses de fonctionnement de la CIDSE en 2012: 1.074.681 €



Par ailleurs, le secrétariat coordonne les projets suivants à hauteur de 141.900 €:

- Industries extractives et pauvreté en Amérique latine (EPLA): 52.000 €
- Responsables de programmes: 29.700 €
- Israël-Palestine: 60.200 €

Structure et Personnel en 2013

Comité Directeur

Le Comité Directeur se compose des Directeurs des 17 organisations membres. Instance responsable de la gestion globale de la CIDSE, il se réunit deux fois par an. Plus spécifiquement, il passe en revue l'ensemble des activités en cours et formule les orientations politiques.

Comité exécutif

Le Comité exécutif est l'instrument d'application et de supervision du Comité Directeur.

Président	Chris Bain (CAFOD)
Vice-président	Antonio Hautle (Fastenopfer)
Membres	Angelo Simonazzi (Entraide et Fraternité) Bernard Pinaud (CCFD-Terre Solidaire)
Assistant ecclésiastique	Mgr. Stanislas Lalanne , Évêque de Pontoise, France
Trésorière	Hilde Demoor (Broederlijk Delen)
Secrétaire général	Bernd Nilles

Groupes de travail

Les organisations membres de la CIDSE travaillent sur les priorités de plaidoyer définies par le cadre stratégique. Le travail conjoint se fait essentiellement au travers des groupes de travail, de plates-formes et de forums. Le Secrétariat de la CIDSE coordonne ce travail collectif et épaulé ces divers groupements dans leurs travaux, par des actions de lobbying auprès des décideurs, par le travail en réseau avec des alliés et par la communication en direction des médias.

Personnel

Le Secrétariat de Bruxelles se compose d'une équipe de salariés permanents qui animent et coordonnent les efforts communs déployés par les organisations membres.

Bernd Nilles	Secrétaire général
Denise Auclair	Conseillère politique
Jean Letitia Saldanha	Conseillère politique
Gisèle Henriques	Responsable des questions de politique et de plaidoyer
Emilie Johann	Responsable des questions de politique et de plaidoyer
Markus Drake	Responsable de la communication et des actions auprès des médias
Cayetana Carrion	Responsable de la coopération au niveau programmes
Deborah Casalin	Chargée de mission, groupe de travail Israël/Palestine de la CIDSE
Chiara Martinelli	Assistante du Secrétaire général
Marie-Paule Ogereau	Assistante de plaidoyer et de communication
Catherine Durbin	Assistante de plaidoyer
Edurne Portillo	Assistante de plaidoyer et de programme
Marianne Decock	Assistante en charge de l'administration et de la logistique
Saïd Ben Seddik	Auxiliaire de bureau et Assistant informatique

La CIDSE tient à remercier chaleureusement Geraldine McDonald et Roeland Scholtalbers pour leurs contributions à ses activités.

CIDSE

together for global justice
ensemble pour un monde de justice
juntos en pro de la justicia global

Membres de la CIDSE



Autriche



Belgique



Belgique



Canada



Angleterre et
Pays de Galles



France



Allemagne



Irlande



Italie



Luxembourg



Pays-Bas



Portugal



Slovaquie



Ecosse



Espagne



Suisse



Etats-Unis

Contact

Markus Drake – CIDSE – Rue Stévin 16 – B-1000 Bruxelles
T: +32 (0)2 282 40 73 – F: +32 (0)2 230 70 82 – drake@cidse.org